Grèce : « le black-out sur l'information est l'annonce d'une vraie dictature »

jeudi 27 juin 2013, par [ANASTASSIADIS Tassos](#), [SARTZEKIS Andreas](#) (Date de rédaction antérieure : 16 mai 2013).

Entretien. Tassos Anastassiadis est militant syndical et représentant des journalistes d'un des principaux quotidiens grecs de la chaîne DOL. Il a participé récemment à de nombreuses luttes contre les licenciements et les baisses de rémunérations qui frappent actuellement le secteur de la presse. Il est aussi militant de l'OKDE-Spartakos (section grecque de la IV^e Internationale participant à la coalition Antarsya). Quelques heures avant la décision de justice demandant la réouverture d'ERT lundi 17 juin, il nous parle de l'importante mobilisation autour de la radio-télévision publique grecque.

A. Sartzekis - Comment comprendre la décision brutale d'arrêter ERT ?

Tassos Anastassiadis - La mort subite, c'est une procédure généralisée ces dernières années dans le secteur privé en Grèce, y compris pour les grandes boîtes. C'est un moyen non seulement de flexibilisation du travail mais y compris d'augmentation de la plus-value créée. Car elle est combinée par des mois de travail impayé en amont et de réouverture de l'entreprise par un personnel réduit et avec des conditions de travail et de salaire de misère.

L'application de cette méthode dans le secteur public en général - la décision gouvernementale inclut d'autres entreprises publiques, mais elle a été appliquée dans la journée du 11 juin seulement à ERT - ouvre une nouvelle possibilité de casser les travailleurs. N'oublions pas que depuis l'automne 2012, il y a des impayés accumulés dans ERT et en février, une grande partie des journalistes de ERT a été licenciée sous prétexte qu'ils n'étaient pas salariés mais contractuels, parfois depuis des dizaines d'années.

Et que dire de la méthode ?

C'est l'utilisation des forces de répression pour occuper les antennes et les locaux : pour le moment, la réaction populaire a empêché l'occupation des bureaux de ERT dans les villes, mais la volonté de militarisation de la société est bien déclarée. N'oublions pas que les trois grandes mobilisations récentes (dockers, métro, professeurs) ont été stoppés par la réquisition des travailleurs, en jetant à la poubelle non seulement le droit de grève dans les conventions européenne mais aussi la Constitution grecque.

Mais pour la mémoire collective grecque, l'écran noir sur l'information a des résonances très précises et très politiques : la dictature des colonels n'est pas si lointaine... Je pense que la réaction de la société grecque tient beaucoup à ce sentiment profond, qui explique aussi les premières réactions de bureaucraties syndicales. Ce n'est plus l'autoritarisme ou même le militarisme social imposé par les divers Hollande et Merkel et leurs employés (les troïkas extérieure et intérieure) : le

black-out sur l'information est l'annonce d'une vraie dictature. L'Aube Dorée ne s'est pas trompée en soutenant Samaras...

Peux-tu nous parler des formes de mobilisation et de résistance au sein de l'audiovisuel public ?

L'organisation de la lutte des travailleurs de ERT a connu une évolution très intéressante. Après un premier moment où ce qui s'est surtout exprimé, c'est la seule protestation comme réponse à la propagande du pouvoir, la production du flux d'émissions, tant des télévisions que des radios, a commencé à se remettre en route. Un journal d'information a même redémarré. Malheureusement à Athènes, au siège central, cet aspect existe mais se développe plus lentement, accompagné par l'utilisation des moyens culturels de ERT, incluant par exemple les orchestres de musique classique - licenciés - ou les centres cinématographiques.

Dans les régions, la dynamique d'ouverture en direction de la société va beaucoup plus vite. Il n'y a qu'à voir le programme de lutte de ERT3 (canal public de la Grèce du nord). Les travailleurs ont très vite inclus dans leur programme des reportages de la lutte contre les mines d'or de Skouries, ou de Vio.Me, l'entreprise qui a connu la mort subite l'année dernière et qui a décidé de relancer la production sous un mode autogestionnaire.

Quelles sont alors les perspectives ?

La question des perspectives dépasse de beaucoup la seule lutte de ERT. On le voit par l'attitude de la Commission européenne ou de Merkel qui essaient de se débarrasser eux-mêmes de la responsabilité de la décision... Pourtant les envoyés de la troïka à Athènes exigent les listes des 2 000 personnes du secteur public à licencier ce mois de juin, pour accorder la rallonge financière promise !

Sur le front de la lutte elle-même, les grandes confédérations ont déjà reculé en laissant le secteur des médias, plus quelques syndicats de bases et quelques boîtes en lutte, continuer l'organisation concrète de la lutte. Pourtant, lors d'une grande réunion des représentants du monde syndical samedi 15 juin, non seulement l'enjeu était bien compris, mais aussi l'appel à la continuation et à la généralisation a été bien clair.

Partout, y compris au siège central de ERT à Athènes, il y a de plus en plus de débats centraux, dont les sujets dépassent largement le cas de ERT et englobe la situation générale des chômeurs, des conditions de vie et de travail imposées par le capitalisme contemporain, le rôle de la troïka, ou la dette.

Mais, au sein des médias, malgré la généralisation de la mobilisation, la grève connaît des limites : pour la première fois, les patrons de la presse écrite ont réussi à faire imprimer leur « saloperie » du dimanche (la presse de dimanche est très importante... et rapporte beaucoup d'argent). Et depuis dimanche, les canaux de télévision privés diffusent des « programmes d'information » de 5 minutes, en fait plusieurs heures de propagande gouvernementale et européenne...

Propos recueillis par A. Sartzekis

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 200 (20/06/13). <http://www.npa2009.org/>